

**S É N A T**

---

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1980-1981

---

**Service des Commissions.**

---

**BULLETIN DES COMMISSIONS**

---

**FINANCES, CONTROLE BUDGETAIRE  
ET COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION**

*Mercredi 13 mai 1981. — Présidence de M. Edouard Bonnefous, président.* — M. Edouard Bonnefous, président, a rappelé que le travail des commissions du Sénat n'était pas interrompu pendant la dissolution envisagée de l'Assemblée Nationale. Il a précisé que la commission se réunirait pour se tenir informée de l'évolution de la situation économique et financière.

M. Maurice Blin, rapporteur général, et M. André Fosset ont présenté les mêmes observations pour un contrôle vigilant des mesures prises en vertu du pouvoir réglementaire prévu par l'article 37 de la Constitution. Tout en reconnaissant l'importance de cette action, M. Josy Moinet a estimé que la vigilance de la

commission devait s'étendre aux dispositions prises à l'heure actuelle par le Gouvernement chargé de l'expédition des affaires courantes, notamment sur deux points fondamentaux, l'évolution de la bourse et les mouvements de capitaux vers l'étranger. Un débat s'est instauré sur la conduite à tenir sur ce sujet; y sont intervenus successivement MM. Paul Jargot, Henri Goetschy, Christian Poncelet, Henri Caillavet et Maurice Blin, rapporteur général.

A l'issue de cet échange de vues, la commission a confié le soin à son président de prendre les **contacts** nécessaires avec les **ministres du budget** et de **l'économie** pour obtenir, selon les formes qu'ils jugeront le plus appropriées, les informations indispensables sur les mesures prises pour éviter l'évasion des capitaux et les instructions données aux investisseurs institutionnels devant l'évolution des cours de la bourse.

Le président Edouard Bonnefous a également fait part de ses préoccupations concernant le **déroulement** de l'**examen** de la **loi de finances pour 1982**. Le retard actuellement pris dans l'élaboration de ce texte financier fondamental rendra, selon lui, difficile un vote dans les délais constitutionnels.

Le président a ensuite rappelé l'envoi à la commission par le Premier ministre du texte de **deux projets de décrets** portant **codification respective des textes législatifs et réglementaires** concernant les **procédures fiscales**. Ces deux décrets constitueront, lorsqu'ils seront définitifs, le « livre des procédures fiscales » du nouveau code général des impôts.

Aux termes de l'article 78 de la loi de finances pour 1962 (loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961) : « Le nouveau code ne pourra être publié qu'à l'expiration d'un délai de trois mois après sa communication aux commissions des finances de l'Assemblée Nationale et du Sénat ».

La commission a alors procédé à l'audition du **rapport** présenté par **M. Stéphane Bonduel, rapporteur spécial**, sur le **fonds national de développement du sport**, conformément à la décision prise antérieurement par la commission de faire un usage systématique, en cours d'exercice, des pouvoirs de contrôle confiés aux rapporteurs spéciaux par l'article 164-IV de l'ordonnance du 30 décembre 1958. M. Stéphane Bonduel a rendu compte des investigations qu'il avait menées auprès du ministère de la jeunesse et des sports. Il a rappelé qu'en raison des deux nouvelles ressources allouées en 1980 par le législateur, les crédits du fonds national de développement du sport avaient pu passer de 107 millions de francs en 1979 à 207 millions de

francs en 1981. Néanmoins, les besoins demeurent encore estimés à 500 millions de francs pour cette même année 1981. M. Stéphane Bonduel a donc souligné l'ampleur de l'action à poursuivre, tout en rappelant que ces crédits se répartissaient entre un tiers pour les fédérations sportives nationales et deux tiers pour les régions.

Il a ensuite retracé les différentes réalisations effectuées en 1980, en notant que les subventions allouées au taux de 20 % laissaient encore à la charge des collectivités locales une contribution financière importante.

Après avoir présenté diverses observations sur la répartition des crédits destinés au développement du sport de masse, le rapporteur spécial a fait observer qu'il n'avait pas été convié aux réunions du comité du sport de haut niveau ; il a néanmoins pu obtenir quelques informations sur les crédits alloués à cet objet : il en ressort en particulier que certaines défaillances administratives devraient être rapidement corrigées.

En conclusion, M. Stéphane Bonduel a estimé que le souhait du législateur de dégager, par le biais de ce fonds, des moyens financiers nouveaux, avait été réalisé. En revanche, il a insisté sur la nécessité d'améliorer la gestion de ce fonds, en particulier grâce à une meilleure coordination avec le ministère du budget pour la mise à la disposition des crédits. De même il conviendrait d'apporter des modifications au système de répartition.

La commission a ensuite procédé à la désignation des rapporteurs :

**M. Gustave Héon** a été nommé rapporteur du projet de loi n° 256 (1980-1981) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

**M. Gustave Héon** a été nommé rapporteur du projet de loi n° 257 (1980-1981) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés.

**M. Henri Caillavet** a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique n° 185 (1979-1980) de MM. Bonnefous et Blin tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances en vue de permettre une meilleure organisation de la discussion budgétaire.

**M. Henri Caillavet** a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique n° 58 (1980-1981) de M. Anicet Le Pors tendant à **modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959** en vue de **démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement.**

**M. Henri Caillavet** a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique n° 88 (1980-1981) de M. André Méric tendant à **modifier, à préciser et à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959** portant loi organique relative aux lois de finances.

**M. Henri Duffaut** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 208 (1978-1979) de M. Anicet Le Pors relative à la **suppression du cautionnement des comptables publics.**

**M. Joseph Raybaud** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 270 (1979-1980) de M. Berchet tendant à **inclure les bureaux d'aide sociale parmi les bénéficiaires du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.**

**M. Jean-Pierre Fourcade** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 273 (1979-1980) de M. Guy Durbec tendant à **modifier l'article 32 de la loi du 10 janvier 1980** portant aménagement de la fiscalité directe locale.

**M. Maurice Blin** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 381 (1979-1980) de M. Eberhard tendant à **créer une caisse nationale contre les dégâts causés par des calamités naturelles.**

**M. Christian Poncelet** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 47 (1980-1981) de M. Anicet Le Pors tendant à **alléger l'impôt sur le revenu des contribuables modestes et à ramener au taux zéro la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité en taxant les grandes sociétés, les profits spéculatifs des compagnies pétrolières et les hauts revenus.**

**M. Jacques Descours Desacres** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 59 (1980-1981) de M. Paul Jargot tendant à **garantir et à renforcer le caractère de service public du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.).**

**M. Geoffroy de Montalembert** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 214 (1980-1981) de M. Rémy Herment tendant à **instaurer une incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises agricoles.**

**M. Jacques Descours Desacres** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 219 (1980-1981) de M. Louis Minetti tendant à **modifier le régime de taxation des alcools.**

**M. Joseph Raybaud** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 235 (1980-1981) de M. René Tomasini tendant à admettre la possibilité d'affecter les dotations provenant du fonds de compensation de la T. V. A. au paiement des intérêts des emprunts souscrits pour investissement.

La commission a enfin demandé le renvoi pour avis de la proposition de loi de M. René Tomasini n° 241 (1980-1981) relative à l'indemnisation des rapatriés dont la commission des lois est saisie au fond.